



## **SEANCE DU COMITE DU JEUDI 16 OCTOBRE 2025**

Annexe n° C2025-23-SEDIF au procès-verbal

Objet : Modification du tableau des effectifs

---

### **LE COMITE,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles notamment ses articles L.5111-1 à L.5211-61, et L.5711-1 et suivants,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.311-1 et suivants,

Vu la délibération n° C2025-14 du 19 juin 2025, portant modification de l'organisation des services du SEDIF et portant création d'emplois permanents au tableau des effectifs,

Vu la délibération n° C2022-17 du 23 juin 2022, portant modification du tableau des effectifs, et notamment portant création d'un emploi permanent de Directeur des systèmes d'information,

Considérant qu'il appartient au Comité de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant qu'il convient d'adapter le tableau des effectifs en procédant à des suppressions et des créations de postes permanents pour permettre de procéder aux recrutements nécessaires à la bonne réalisation des missions des services,

Considérant que ces suppressions et créations sont effectuées à effectifs constants,

Vu l'avis du Comité social territorial,

Vu le budget du SEDIF,

A l'unanimité,

### **DELIBERE**

Article 1 approuve la suppression des emplois permanents à temps complet suivants :

Un emploi d'adjoint administratif,  
Un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe,

Article 2 approuve la création des emplois permanents à temps complet suivants :

Un emploi d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe,  
Un emploi de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe,

Article 3 approuve la modification de l'emploi de Directeur des systèmes d'information :

L'emploi de Directeur des systèmes d'information assure les orientations stratégiques, fixe et valide les grandes évolutions du système d'information du SEDIF, anticipe les évolutions technologiques nécessaires et contrôle l'efficacité et la maîtrise des risques liés au système d'information.

La rémunération est calculée par référence à la grille indiciaire des attachés ou des attachés principaux ou des ingénieurs ou ingénieurs principaux ; et assortie du régime indemnitaire prévu par les délibérations du SEDIF,

Article 4 approuve la création d'un emploi d'adjoint à la Directrice des « affaires juridiques » correspondant au cadre d'emplois des attachés, pour exercer notamment le pilotage du pôle contentieux en coordination avec la Directrice des affaires juridiques. L'adjoint assure l'instruction et analyse des dossiers complexes et supervise l'activité des juristes en charge des différends et litiges. L'adjoint assure l'intérim du chef de service pendant ses congés et absences afin de garantir la continuité du service.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'attaché principal et sera assortie du régime indemnitaire prévu par les délibérations du SEDIF,

Article 5 Les emplois visés aux articles 4 à 5 pourront être pourvus par le recrutement d'un fonctionnaire ; en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être pourvus par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans maximum, dans les conditions de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique.

Ce contrat sera renouvelable, par reconduction expresse.

La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent contractuel devra justifier d'un diplôme correspondant au niveau de l'emploi à pourvoir, ou à défaut, d'une expérience professionnelle recouvrant plusieurs techniques du poste.

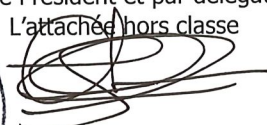
Article 6 précise que les dépenses résultant de l'application des présentes dispositions seront imputées aux articles concernés du chapitre relatif aux charges de personnel du budget syndical.

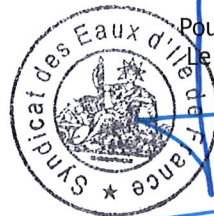
Annexe : *Tableau des effectifs*

Certifiée exécutoire la présente délibération  
publiée sur le site internet du SEDIF et  
transmise à M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France,  
Préfet de Paris le : **21 OCT. 2025**



Pour le Président et par délégation,  
L'attachée hors classe

  
S. CHICOISNE



Pour le Président empêché,  
Le Premier vice-président,

**LUC STREHAIANO**

Maire de Soisy-sous-Montmorency  
Vice-président délégué du Conseil départemental  
du Val d'Oise  
Président de la Communauté d'agglomération  
Plaine Vallée

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du tribunal administratif de Paris, est de deux mois à compter de la date de sa publication.



**SEDIF**

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

**SEANCE DU COMITE DU JEUDI 16 OCTOBRE 2025**

Le jeudi 16 octobre 2025 à 10 heures, se sont réunis à la Maison de la Chimie 28, rue Saint-Dominique - 75007 Paris, sous la présidence de Monsieur Luc STREHAIANO, Premier Vice-président, le Président empêché, les membres du Comité du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, au nombre de 77 formant la majorité des membres en exercice, sur convocation à eux adressée le 9 octobre 2025, 2 ayant par ailleurs donné pouvoir.

**Etaient présents :**

**Mme DUMEIGE-KERBRAT** (Auvers-sur-Oise), **M. BOURGOIN** (Butry-sur-Oise), **M. DAGONET**, (Bethmont-la-Forêt), **M. EON** (Méry-sur-Oise), **Mme LAGORCE**, **MM DE LASTEYRIE**, **TURPIN** et **SEGUIN** (communauté d'agglomération Paris-Saclay), **M. PHILIPPON** (communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne), **Mmes BENATTAR** et **MICHEL**, **MM ABEHASSERA**, **FEUGERE**, **GONTIER**, **REVEILLERE**, **SEMPERE**, **STREHAIANO** et **SUEUR** (communauté d'agglomération Plaine Vallée), **MM BALLOSSA**, **GREZE**, **LISSONDE** et **MALLE** (communauté d'agglomération Roissy Pays de France), **Mme RIPERT** (communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine), **Mmes BAQUIN**, **JEZEQUEL**, **MM ARES**, **AUDEBERT**, **BLANCHARD**, **BRASSEUR**, **LE DUS**, **MESSAUDI** et **PIERROT**, (communauté d'agglomération Val Paris), **Mme PELLETIER-LE BARBIER**, **MM LE PIVAIN** et **THEVENOT** (communauté d'agglomération Versailles Grand Parc), **Mme BONNIER**, **MM BISSON**, **FORTIN**, **GALEY**, **MARSEILLE** et **ROCHE** (Grand Paris Seine Ouest), **MM BAILLY**, **BAKHTIARI**, **BELOT**, **CONNAN**, **GUNESLIK**, **MANGON**, **PIROLI** et **SUJOL** (Grand Paris Grand Est), **Mme FALGUIERES**, **MM AUBERT**, **BARGES**, **DELL'AGNOLA**, **HOUREAU**, **LE ROY** et **PANETTA** (Grand Orly Seine Bièvre), **MM CARVOUNAS** et **DELLA MUSSIA** (Grand Paris Sud Est Avenir), **Mme DESCHIENS**, et **M. GAHNASSIA** (Paris Ouest La Défense), **Mmes FENASSE** et **SAUSSEREAU**, **MM BEGAT**, **CAMBON**, **EYCHENNE**, **MAROUF**, **MIROUDOT** et **PEREZ** (Paris-Est-Marne & Bois), **Mmes DEFFAIRI-SAISSAC** et **LE MOAL**, **MM KONIECZNY** et **POUX** (Plaine Commune), **Mmes GALANTE-GUILLEMINOT** et **MOUTAOUKIL**, **MM SIFFREDI** et **VERNANT** (Vallée Sud Grand Paris), **M. EL KOURADI** (Paris Terres d'Envol).

Le Comité a désigné M. SIFFREDI, Vice-président, délégué titulaire de Vallée Sud Grand Paris, pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

**Pouvoirs :**

|                                                                                                                                                                                                                   |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Christophe HAUDRECHY, délégué titulaire de la communauté d'agglomération Saint-Germain Boucle de Seine à Luc STREHAIANO, Premier Vice-président, délégué titulaire de la communauté d'agglomération Plaine Vallée | Toutes affaires |
| Pascale LEMERCIER, déléguée titulaire de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne, à Jacques PHILIPPON, délégué titulaire de de la communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne              | Toutes affaires |

et qui peuvent délibérer valablement conformément aux articles L. 2121-17, L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales.